



UNE AUTRE VIE S'INVENTE ICI

Maroilles, le 14 novembre 2011

Monsieur Daniel PERCHERON
Président
Conseil Régional Nord/Pas de Calais
Siège de Région
151 avenue du Président Hoover
59555 LILLE Cedex

Nos réf : PR/CB/KB/181-11LQC

Objet : Avis SRCAE

PJ : Note détaillée d'avis

Suivi du dossier : Corinne BURY - 03 27 14 90 85

Monsieur le Président,

Vous avez sollicité notre avis sur le projet de Schéma régional du climat de l'air et de l'énergie (SRCAE) élaboré conformément à l'article 68 de la loi du 12 juillet 2010 dite loi « Grenelle II ».

Ce dossier, et plus particulièrement le document d'orientation et le volet annexé intitulé schéma régional éolien, a fait l'objet d'un examen attentif de nos services au regard des orientations de notre charte portée par le Conseil Régional Nord pas de Calais permettant le classement par l'Etat du territoire pour la période 2010-2022

Compte tenu des thématiques abordées et des orientations régionales déclinées dans le projet de Schéma, il est apparu évident d'établir un avis commun aux Parcs du Nord Pas de Calais. En effet, l'objectif de cette démarche est de mettre en avant les spécificités des territoires de Parcs et pouvoir élaborer un avis constructif qui constitue un véritable apport technique pour la finalisation du document.

Toutefois, chaque territoire de Parc présente des particularités affirmées notamment en termes de milieux naturels, de développement économique et d'aménagement du territoire mais également de démarche engagée pour le développement de l'énergie éolienne. C'est pourquoi, afin de répondre aux enjeux spécifiques de chaque territoire inscrits dans la charte, une partie de l'avis est territorialisée.

Aussi, nous vous prions de trouver ci-joint l'avis du Parc naturel régional de l'Avesnois qui est constitué de deux parties; une première partie commune aux Parcs de la Région Nord Pas de Calais et une seconde partie territorialisée qui permet d'apporter une analyse plus fine de l'adéquation entre les orientations du SRCAE et les objectifs et enjeux traduits dans la charte de chaque Parc.

Alpes
Armorique
Avesnois
Ballons des Vosges
Bocles de la Seine Normande
Brenne
Brèze
Camargue
Caps et Marais d'Opale
Causses du Quercy
Charleuse
Corse
Forêt d'Orient
Gâtinais Français
Grands Causses
Guyane
Haut-Jura
Haut-Languedoc
Haute-Vallée de Chevreuse
Landes de Gascogne
Livradois-Forez
Loire-Anjou-Touraine
Lorraine
Luberon
Marais du Cotentin et du Bessin
Martinique
Massif des Bauges
Mézanges en Limousin
Montagne de Reims
Monts d'Ardèche
Morvan
Marbanaise en Méditerranée
Normandie-Maine
Oise - Pays de France
Perche
Périgord-Limousin
Pilat
Pyrénées Ariégeoises
Pyrénées catalanes
Queyras
Scarpe-Escaut
Vercors
Vercors
Vercors
Vercors Français
Volcans d'Auvergne
Vosges du Nord

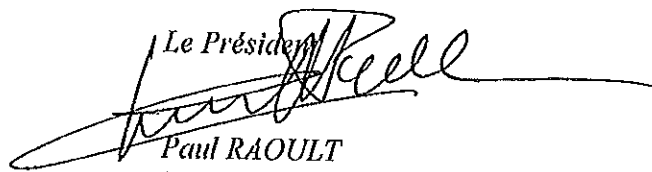

Syndicat mixte du Parc naturel régional de l'Avesnois
Maison du Parc "Grange Dinière" 4, cour de l'Abbaye - BP 11 203 - 59550 Maroilles
Téléphone : 03 27 77 51 60 - Télécopie : 03 27 77 51 69 - E.mail : contact@parc-naturel-avesnois.fr - N° Siret : 255 902 710 00011
www.parc-naturel-avesnois.fr

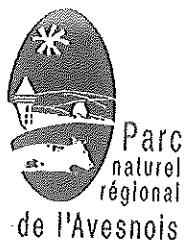


Cet avis, qui souligne la qualité et l'ambition du schéma, comporte toutefois des réserves quant à sa mise en œuvre du fait de l'absence de déclinaison territoriale des objectifs et indicateurs associés et insiste sur la nécessité d'une gouvernance adaptée, pour répondre collectivement et avec réalisme, aux enjeux soulevés par le diagnostic du schéma.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, et restant à votre disposition pour tout complément d'information,

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations les meilleures.

Le Président

Paul RAOULT
Maire de Le Quesnoy




Déclinaison territoriale de l'avis pour le Parc naturel régional de l'Avesnois :

L'avis du Parc porte essentiellement sur l'orientation AT2 et le volet éolien du schéma régional des énergies renouvelables puisque les autres thématiques ont été traitées dans le tronc commun.

En effet, les objectifs fixés dans ces deux parties en terme d'artificialisation et de développement de l'énergie éolienne semblent difficilement compatibles avec les orientations et mesures de la charte du Parc de l'Avesnois.

Interprétation et portée des objectifs assignés à l'orientation AT2 « freiner l'étalement urbain en favorisant l'aménagement de la ville sur elle-même »

Rappel des objectifs fixés en matière d'artificialisation dans la charte du Parc naturel régional de l'Avesnois: « limiter à l'horizon 2016, à +5% maximum la variation d'espaces artificialisés sur l'ensemble du territoire et ceci de façon différenciée selon les communautés de communes dans le cadre des 2 SCoT. Ce taux sera réajusté en 2016 en fonction des résultats obtenus ». Cet objectif, partagé et validé par les acteurs locaux, les partenaires et structures porteuses de la charte, avait pour but de quantifier et qualifier le développement en terme d'urbanisation de l'Avesnois. Il est issu d'une analyse fine de l'occupation du sol qui prend en compte les projets de développement d'un territoire économe en consommation d'espaces naturels et agricoles puisque l'Avesnois a un taux d'artificialisation de 10%, taux qui est bien inférieur au taux de la région Nord-Pas-de-Calais 14,7%. Aussi, les objectifs fixés dans le SRCAE s'ils sont adaptés à certains territoires qui ont connu un étalement urbain non maîtrisé et une forte artificialisation des sols, ceux-ci ne sont pas adaptés au territoire de l'Avesnois voir peuvent être pénalisant pour des territoires, qui au contraire, ont su maîtriser le développement de l'urbanisation et l'artificialisation.

Par ailleurs, des objectifs quantitatifs en terme d'évolution de l'urbanisation ne sont pas suffisants pour aboutir à un aménagement durable du territoire. Ils doivent obligatoirement s'accompagner d'une politique active en terme de développement de projets d'urbanisme durable. C'est pourquoi, la charte, en plus de ce taux d'artificialisation, a fixé un certain nombre d'orientations : doter les communes ou communautés de communes d'un document d'urbanisme, prendre en compte des patrimoines naturels, bâtis et paysagers dans les projets, intégrer la gestion des eaux pluviales.....

→ Aussi, en l'absence de déclinaison territoriale du SRCAE, les objectifs semblent difficilement compatibles avec les orientations et mesures de la charte et ne tiennent pas compte des territoires qui ont déjà consenti des efforts pour la maîtrise de l'urbanisation et l'artificialisation des sols.

Volet éolien du schéma régional des énergies renouvelables

En premier lieu, nous souhaitons rappeler que malgré notre participation à la concertation mise en place, aucune de nos remarques orales et écrites (courriers et notes en pièces jointes) relatives à la prise en compte de notre Schéma Territorial Eolien n'ont été traduites dans le

document final. De plus, les réponses à nos observations, formulées par le comité technique du schéma régional des énergies renouvelables dans le « bilan des remarques des membres de l'instance de concertation », ne justifient pas l'absence de prise en compte de la démarche du Schéma Territorial Eolien de l'Avesnois.

En effet, le STE de l'Avesnois est le fruit d'une large concertation avec les partenaires institutionnels notamment les services de l'Etat mais également avec les élus du territoire. Celui-ci apporte les précisions pertinentes à l'échelle du territoire, pour aboutir à un développement raisonné de l'énergie éolienne, en tenant compte à la fois de l'échelle régionale mais également des spécificités locales en matière environnementale et paysagère.

Par ailleurs, le schéma éolien figure dans la charte du Parc qui a été approuvée par tous les services et est effective depuis le décret ministériel du 3 septembre 2010. Ainsi, potentiellement le Schéma territorial éolien de l'Avesnois permettait à 78 communes du territoire d'engager une réflexion sur le développement de l'énergie éolienne sous réserve bien entendu de mener un certain nombre d'études paysagères et environnementales précisées par l'étude fine qui avait été menée par un bureau spécialisé dans le cadre de la réalisation du schéma. Le volet éolien du schéma régional des énergies renouvelables ne permet plus qu'à 37 communes de disposer de cette possibilité de réfléchir à un projet éolien mais celui-ci permet à certaines communes d'engager un projet alors que celles-ci n'avaient pas été reprises en raison de problématiques paysagères ou environnementales dans le STEA.

Par conséquent, dans un souci de **permettre la compatibilité avec la charte du Parc**, nous **réitérons notre souhait (déjà exprimé par courrier en février 2010) que le STEA soit pris en compte et notamment considéré comme une « étude locale » au titre du « cahier de recommandation »** que, en vertu de l'annexe 1 de la circulaire du MEDDAT du 19 mai 2009, le volet éolien du schéma régional des énergies renouvelables doit comporter.

Avis commun des Parcs Naturels Régionaux du Nord-Pas de Calais sur le projet de Schéma Régional du Climat, de l'air et de l'énergie

Les Syndicats mixtes des Parcs naturels régionaux, des partenaires légitimes

Le projet de Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) du Nord-Pas de Calais transmis le 15 septembre 2011 pour avis est un document cadre ambitieux et précis sur un certain nombre d'objectifs à atteindre.

En cela, il fait écho globalement aux attentes des politiques des Syndicats mixtes des Parcs naturels régionaux transcrites dans leurs chartes respectives. En effet, la lutte contre le réchauffement climatique constitue une priorité pour nos territoires au travers d'un grand nombre d'orientations intéressant les domaines d'intervention suivants :

l'organisation des territoires et la mobilisation des acteurs autour du « climat »,
la gestion économe de l'espace,
la valorisation des systèmes herbagers dans le cadre d'une agriculture durable,
le renforcement de la biodiversité au travers de la mise en œuvre de la trame verte et bleue,
le développement des énergies renouvelables.

Par ailleurs, l'engagement des Syndicats mixtes des Parcs naturels régionaux avec les SCOT et/ou EPCI et pays sur l'élaboration et la mise en œuvre des Plans Climat Territoriaux, et des Plans Climat Energie Territoriaux au titre des récentes obligations réglementaires, témoigne de la volonté affichée de décliner concrètement et collectivement, dans les politiques publiques locales, les actions répondant aux enjeux identifiés par le SRCAE.

Enfin, les chartes de Parc sont reconnues agenda 21 témoignant d'une expérience en matière de mobilisation des partenaires et d'évaluation propice à la mise en œuvre des objectifs exprimés dans le SRCAE

Ainsi, les Syndicats mixtes des Parcs naturels régionaux sont des acteurs concernés en priorité pour les raisons explicitées ci-dessus mais aussi parce que :

- Le Conseil Régional a réglementairement l'initiative de la création et du renouvellement des territoires de Parc. L'Etat quant à lui renouvelle le classement au vu de la qualité du projet de territoire. Ainsi, l'Etat et le Conseil Régional, co-opérateurs du suivi de la politique du SRCAE, peuvent légitimement être en attente de la contribution des territoires des Parcs à la mise en œuvre du SRCAE.

- Les territoires de Parc ont réglementairement pour mission la réalisation d'actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines de la protection du patrimoine, de l'aménagement du territoire, du développement économique, social et culturel ou encore de l'accueil et éducation du public. Ces missions expérimentales trouvent de nombreux terrains d'application dans le SRCAE

- Les SCOT doivent être directement compatibles avec les chartes de Parc, ce qui n'est pas le cas avec le SRCAE.

Pour ces raisons, il est surprenant de constater en page 17 du projet de SRCAE que les chartes de Parc ne sont pas mentionnées comme des stratégies infrarégionales.

Une territorialisation des objectifs et indicateurs inexistante, une gouvernance et des évaluations qui restent à construire pour la mise en œuvre.

Conformément à la loi, un comité de pilotage a été constitué pour élaborer le SRCAE, et sa mission sera poursuivie dans les phases d'évaluation et d'éventuelle révision du document. Cependant, rien n'est précisé sur la question de la gouvernance au moment de sa mise en œuvre, ni sur la méthode et les moyens financiers et humains qui seront dégagés pour l'atteinte des objectifs, alors même que ces éléments sont déterminants dans la conduite du projet. Seule une liste d'«acteurs concernés en priorité» et des indicateurs de suivi sont précisés.

Il est donc souhaitable que les pistes d'actions identifiées comme des conditions de réussite des orientations s'inscrivent dans des programmes structurés et hiérarchisés.

La diversité des territoires de la Région Nord-Pas de Calais, tant dans leur histoire et leur géographie que dans leur dynamique de développement implique nécessairement une méthode d'application du SRCAE. Faire l'impasse de la nécessaire adaptation des objectifs du SRCAE à la spécificité des territoires posera rapidement le problème de la capacité des acteurs locaux à décliner de façon homogène les objectifs du SRCAE, objectifs généraux et, pour certains d'entre eux, ambitieux au regard de l'histoire du Nord-Pas de Calais. Il s'agit donc de définir collectivement « l'effort » à fournir pour chaque territoire au regard de sa politique d'aménagement pour éviter l'application « de la règle de trois », par défaut d'autre méthode, pour traduire les objectifs à valeur quantitative.

Cette déclinaison territoriale pourrait être envisagée au travers des plans climat territoriaux existants et des démarches des territoires de projet pertinents selon les domaines d'intervention identifiés dans le schéma.

Par ailleurs, si l'articulation réglementaire avec les documents de planification est présentée en page 18 du projet de SRCAE, en revanche aucun exercice de **définition des principes d'articulation avec d'autres documents existants ou en cours** n'a été réalisé : chartes de Parc, volet « climat » du SRADT par exemple. Ce préalable aurait permis une mise en cohérence entre les documents, notamment en terme de stratégie sur l'aménagement du territoire en particulier en milieu rural ou périurbain. Cela aurait également facilité le travail incontournable de **consolidation des objectifs** au niveau régional.

Ce manque d'articulation avec les documents existants renvoie également à la question de la gouvernance et de la co-construction de projet. En effet, la majorité de ces documents existants (SRADT, chartes de Parc, STE...) ont fait l'objet de démarches participatives et souvent d'une co-construction technique et politique.

L'expérience des syndicats mixtes des Parcs naturels régionaux, notamment au moment de la révision de leurs chartes, montre qu'il est fondamental de rechercher le juste équilibre des différentes composantes d'un territoire et de faire partager le projet.

Ainsi, la consolidation des objectifs du SRCAE par les réponses que pourront apporter les territoires infra-régionaux constituera une étape essentielle. Ces réponses seront bien évidemment différentes, selon que l'on se situe dans des espaces urbains en restructuration, des territoires rurbains en développement, des territoires ruraux en quête de nouvelle identité ou des espaces industriels en mutation.

A minima, il paraît nécessaire d'associer les syndicats mixtes des Parcs naturels régionaux à l'instance de suivi du SRCAE afin de bâtir une consolidation du SRCAE par les projets territoriaux.

Concernant l'évaluation des impacts du SRCAE, si celle-ci est effective pour les aspects énergétiques ou climatiques, les syndicats mixtes des parcs naturels régionaux regrettent que les enjeux en matière de paysage ne soient pas soulignés dans le SRCAE, alors que de nombreuses décisions énergétiques influenceront sur les paysages régionaux. Seule l'annexe du Schéma régional éolien évoque de fait ce point, mais d'autres sujets du SRCAE auront des conséquences sur les paysages (politique de boisement, stratégie de développement des infrastructures et d'urbanisation, distribution électrique, implantation d'autres énergies que l'éolien comme les centrales type photovoltaïques...).

Enfin, en termes de méthode, le document n'a pas fait l'objet ou n'en fait pas état d'une analyse socioéconomique : un certain nombre d'orientations (sur le bois énergie et plus globalement les énergies renouvelables par exemple) constituent un potentiel de développement économique. Le SRCAE s'est efforcé de préciser les indicateurs de contribution des orientations par rapport aux objectifs environnementaux, énergétiques ou climatiques.

L'exercice aurait pu être complété par des indicateurs liés à l'emploi, terreau d'une mobilisation des acteurs économiques propices à la concrétisation des objectifs du SRCAE

Des orientations en aménagement du territoire à clarifier

Pour illustrer la nécessité d'une territorialisation et d'une consolidation des objectifs du SRCAE, les orientations relevant de l'aménagement du territoire nécessitent un dialogue et une compréhension mutuelle

Sur l'orientation AT2 « freiner l'étalement urbain en favorisant l'aménagement de la ville sur elle-même » qui fixe un objectif à horizon 2020 de « limiter à 500 ha/an l'extension de l'artificialisation des sols, et donc de diviser par 3 la dynamique d'artificialisation des sols observée entre 1998 et 2005 », il conviendrait d'intégrer à l'application de cet objectif plusieurs paramètres, dont :

- l'état d'artificialisation des sols des territoires infra régionaux,
- son évolution dans le temps,
- les efforts déjà consentis pour la maîtrise de l'étalement urbain et l'artificialisation des sols,
- les stratégies des territoires et leur contexte spécifique.

Cette approche complémentaire permettrait de mieux prendre en compte la diversité des situations des territoires de projet qui composent la Région Nord Pas de Calais.

Par ailleurs, pour que les objectifs déclinés au niveau local puissent être comparables entre eux, il est nécessaire de définir précisément, et de façon partagée les éléments suivants :

- Qualification d'un sol artificialisé (zone AU des PLU ? photo aérienne de l'usage des sols ?).
- Prise en compte au sein d'une entité dite « artificialisée » des aménagements positifs en terme de captation du carbone.
- Année ou période de référence.
- Les efforts déjà consentis par le territoire d'une part dans la qualité de la recherche d'équilibre de toutes les composantes du projet de développement, à l'instar du travail qui a été fait justement par le SRCAE sur l'évaluation du potentiel des énergies renouvelables¹, d'autre part, dans la valorisation optimale de la capacité « captation carbone » de chacune de ces composantes obtenue par une approche qualitative des aménagements.

Les ateliers méthodologiques du foncier et/ou la conférence régionale du foncier pourraient constituer des lieux de travail collectifs pour affiner ces éléments

De même, une certaine contradiction existe entre les deux objectifs affichés dans l'orientation AT3 « Augmenter quantitativement et qualitativement la surface des espaces boisés et forestiers et pérenniser les surfaces en prairies ». En effet, le doublement du boisement à échéance de 2030 (850 ha /an d'ici 2020) ne peut être envisagé que très majoritairement sur les terres agricoles², alors même que pour ces dernières, le maintien des surfaces en prairies, voire à échéance plus lointaine (après 2020) l'augmentation de leur part au sein de la Surface Agricole Utile sont des objectifs également identifiés.

La préservation des prairies s'en trouve mathématiquement contrariée, et plus particulièrement dans les secteurs où prédomine l'élevage et donc les systèmes agricoles herbagers.

Une attention particulière doit donc être apportée sur les territoires de parcs afin de conserver les milieux ouverts prairiaux, le boisement devant se faire de toute façon au regard du potentiel écologique des parcelles concernées.

En tout état de cause, même à la faveur d'un taux d'artificialisation du fait urbain revu à la baisse, qui génèrerait une économie substantielle des terres agricoles, la réduction de la surface en prairies restera une tendance lourde, avec ses conséquences en termes de démantèlement des exploitations agricoles et de risques d'agrandissement au profit de système plus intensifs, où la prairie aura moins sa place³.

¹ *Considérant les objectifs internationaux et nationaux et les différences d'une région française à une autre à mobiliser les énergies renouvelables, il a été convenu que la Région Nord-Pas de Calais identifie dans ce domaine une notion d'effort par rapport un état de faits qui cumule retard et faiblesse du potentiel, plutôt que la stricte application d'un objectif supra-régional.*

² *Si les espaces dits « délaissés » sont identifiés comme prioritaires pour le boisement, ils ne représentent pas des surfaces significatives au sein de nos territoires, et leurs configurations parcellaires ne sont pas de nature à présenter un intérêt forestier évident pour une valorisation économique.*

³ *Un grand nombre de prairies est aujourd'hui protégé au titre de la PAC, mais ... jusqu'à cession du bail rural.*

Cette problématique pose deux questions auxquelles le SRCAE ne répond pas :

1. d'une part les moyens d'une réorientation de l'agriculture herbagère, puisque l'objectif du maintien, et a fortiori l'augmentation de la part des prairies, laisse à penser qu'une compensation de la perte de prairies doit être envisagée pour atteindre ces objectifs. Cela implique que tout hectare de prairie compensé devra être intégré, en tout ou partie, au sein des exploitations agricoles restantes, dont la compatibilité avec leurs systèmes d'exploitation sera à rechercher. Un travail ambitieux est à engager dans le cadre des dispositifs de la Politique Agricole Commune, en vue de bénéficier d'une valorisation de l'herbe suffisamment attractive pour répondre à ce changement structurel des exploitations agricoles.
2. d'autre part, la nécessaire recherche d'équilibre entre le boisement et l'activité agricole, qui devra prendre en compte la dimension socio-économique de développement du territoire. Que souhaite-t-on privilégier, puisque force est de constater que généralement le développement de l'un se fera au détriment de l'autre, et quelle est la plus-value sur un plan socio-économique et écologique apportée par les nouveaux boisements, dont une très grande partie est motivée par une vocation cynégétique? A contrario, la prairie peut constituer un support favorable au développement de la Trame Bleue et Verte et contribuer ainsi au maintien de l'agriculture et au développement de principes d'une agriculture durable.

Une attention particulière devrait être apportée au boisement linéaire permettant à la fois le maintien de l'activité agricole et en priorité des prairies et la reconstruction d'un maillage bocager.

Les orientations sectorielles du SRCAE : analyse et remarques

Les orientations liées au transport de voyageurs abordent la problématique des transports sous un angle très urbain et traduisent un manque d'ambition sur cette thématique en milieu rural.

Pourtant, le développement coordonné des transports collectifs apparaît un enjeu fort en milieu rural et périurbain et constitue une réelle orientation pour répondre à l'enjeu lié à l'énergie, à la qualité de l'air ou à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. En effet, les réseaux de transports sont existants en milieu rural mais souvent gérés par des structures différentes. Bien que le développement de l'intermodalité soit envisageable, elle ne se fait pas ou se fait mal (inadéquation entre les différents horaires par exemple). Aussi, une meilleure coordination entre les modes de transports en milieu rural devrait permettre de constituer un maillage à l'échelle régionale qui favorise un développement équilibré du territoire.

Les orientations du SRCAE liées au secteur du bâtiment existant fixent un certain nombre d'objectifs pour la réhabilitation thermique des logements antérieurs à 1975 d'ici 2030 et des points de vigilance. Toutefois, les objectifs fixés en matière de réhabilitation thermique des logements n'intègrent pas la valeur patrimoniale du bâti et la nécessité de prendre en compte les caractéristiques du bâti existant.

Pourtant, des politiques de réhabilitation uniformes pourraient contribuer d'une part à la mise en œuvre de principes d'isolation inadaptés, en terme technique et de coût (ex. matériaux d'isolation pour une maison du début du 19^{ème} siècle en briques et une maison des années 60 peuvent être différents) et d'autre part à la disparition de l'intérêt patrimonial d'une partie du

bâti à l'échelle régionale (isolation par l'extérieur) sans pour autant répondre aux objectifs fixés en matière de réhabilitation thermique.

L'éco-rénovation et l'éco-construction seraient des pistes intéressantes à introduire dans le SRCAE. De même, le SRCAE pourrait indiquer dans les « points de vigilance » la nécessité de mener des travaux d'isolation adaptés au bâti ancien.

Par ailleurs, le « tout gaz naturel » atteindra rapidement ses limites, notamment au regard des formes d'habitat présentes dans le Nord/Pas-de-Calais peu adaptées à l'organisation de l'approvisionnement de cette ressource.

Si les outils financiers peuvent constituer des leviers efficaces, le confortement des dispositifs de conseil, d'incitation, organisés en réseau est fondamental. La multiplication des Espaces Infos Energie est une bonne ambition pour atteindre les objectifs visés par le schéma. De même, le soutien à des Assistances à Maîtrise d'Ouvrage et le développement de la formation du monde professionnel sont des axes de travail à prioriser.

Enfin, l'ambition sur les territoires de Parc pour la valorisation du bois-énergie est importante : la quantité de bois utilisable amène à des objectifs de consommation de bois en augmentation, et non en stagnation comme précisé dans le SRCAE. De plus, le développement de la filière bois énergie valorisant notamment le bois issu de l'entretien de haies bocagères contribue au maintien d'un paysage emblématique mais également à préserver des éléments majeurs de la trame verte régionale.

Les objectifs généraux assignés aux orientations portant sur l'agriculture atteindront toute leur pertinence que s'ils sont déclinés par système d'exploitation agricoles, dont l'impact de chacun en émission de GES (élevage, polyculture et grandes cultures céréalières) peut être effectivement très différent.

De même, il serait intéressant de bien distinguer les consommations d'énergies directes et indirectes, d'autant plus justifié dans le domaine de l'agriculture que les secondes représentent généralement le double des premières (impact de la fabrication des intrants qui, de plus, sont importés).

L'objectif de réduction des apports azotés répond à la stricte application de différentes directives, et plus particulièrement de la directive Nitrates ; Cet objectif occulte donc les marges d'amélioration possibles et confirmées sur les territoires des Parcs, par l'adoption de nouvelles pratiques, notamment la valorisation des systèmes herbagers économes en intrants et la recherche d'une plus grande autonomie fourragère par la diversification des systèmes fourragers en remplacement des systèmes « Maïs ».

Une action concernant le développement du compostage pourrait être envisagée.

L'axe sur le développement des énergies renouvelables au sein des exploitations agricoles mériterait d'être conforté. Des marges d'amélioration sont possibles sur le chauffage des bâtiments d'élevage, des serres, sur le fonctionnement des séchoirs, tank à lait (chaudières biomasse, échangeur de chaleur, solaire thermique,...).

Concernant les orientations liées aux modes de production, les syndicats mixtes des parcs naturels régionaux se sont donnés des ambitions importantes concernant la promotion des circuits courts alimentaires qui passent par la structuration collective de l'offre et la mise en réseau des acteurs locaux qu'il convient collectivement d'accompagner.

A noter que l'action proposée de réaliser une analyse détaillée des productions agricoles régionales et de développer une stratégie durable d'approvisionnement local a déjà été faite à l'occasion du travail mené par le réseau rural Nord Pas de Calais.

Sur le développement des Energies Renouvelables(ENR), la contribution de la Région Nord/Pas-de-Calais à l'effort national de promotion d'énergie renouvelable est ambitieuse, puisqu'il s'agit de multiplier par 4 la part des ENR dans le mix énergétique d'ici 2020. Créer des outils financiers, facilitant le passage à l'acte des particuliers, des collectivités et des entreprises constituera une réponse déterminante.

La part représentée par les agro-carburants est significative, soit près d'1 /3 de l'objectif. Il convient toutefois d'être vigilant puisqu'il est rappelé que des incertitudes subsistent sur les impacts environnementaux liés aux changements d'usage de sols générés directement ou indirectement par le développement des agro-carburants. Par ailleurs, aucune prévision ne peut être réalisée quant à l'impact économique de l'évolution de la filière « agro-carburant » sur l'évolution du prix des denrées alimentaires.

Miser sur toutes les ENR sera donc une condition de réussite à l'objectif que le SRCAE s'est fixé.

Le Président du Parc naturel
régional de l'Avesnois,

Paul RAOULT.

Le Président du Parc naturel
régional Scarpe-Escaut,

Daniel MIO.

